

Services publics : la CGT veut lancer un débat

Rosporden — L'union départementale CGT veut s'inscrire dans une campagne nationale en lien avec le thème Un service public pour tous. Un collectif s'est créé afin de lancer un débat public.

Le débat

Gilbert Gléonec, permanent à l'union départementale en charge du collectif Service public de la CGT pour le Finistère, souligne que la démarche consiste à mettre en place un débat sur un bassin d'emploi, en lien avec les questions des services publics.

« Les attentes existent. Dans le secteur de Rosporden, des enjeux sont importants au sujet, notamment, de la gare, de la fermeture programmée de la trésorerie et de la situation des Établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad). La poste d'Elliant est aussi une préoccupation. »

Travailler avec la population

Il rappelle que de nombreux acteurs sont concernés par le service public. « À partir de problématiques, nous échangerons avec les personnes au sujet de l'importance d'un service public de proximité, en milieu rural. Nous voulons évoquer avec les habitants ce qui se passerait en cas de disparition de tous ces services.

Nous irons à la rencontre des riverains lors du marché hebdomadaire du jeudi. Nous avons aussi l'intention d'interpeller les maires, députés et sénateurs, ainsi que les entreprises privées. On a le soutien



Un débat public, porté par le collectif CGT et associant la population, devrait voir le jour à la fin du mois.

de Michel Loussouarn, le maire, qui veut maintenir un service public de qualité dans sa commune. »

Aux côtés des autres syndicats CGT, dont ceux représentant les cheminots et les finances publiques, ce collectif souhaite être force de propositions en échangeant avec le plus grand nombre. Pascal Pouliquen, cheminot CGT, estime que l'offre de

service public doit être adaptée à la population et à ses besoins.

« Que ce soit pour les cartes grises ou pour les cartes d'identité, la question de l'accueil physique est primordiale. À l'ère des technologies numériques de plus en plus imposées lors des démarches administratives, il faut former la population. Quant aux horaires de train,

ils doivent être adaptés aux besoins des jeunes. »

Ce projet de débat public devrait être lancé fin juin, début juillet. « On veut ramener du sens sur les valeurs du service public. Nous voulons réfléchir à la vision de la société que l'on veut pour demain. »